



Tous acteurs de l'**énergie**

Date du document : 18/07/2025

DÉCISION

CD-25g18-CWaPE-1129

DEMANDE D'AUTORISATION DE CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DIRECTE D'ÉLECTRICITÉ ENTRE L'ÉOLIENNE DE ELECTRABEL SA ET LES INSTALLATIONS D'INEOS FELUY SA À FELUY

*rendue en application de l'article 29 du décret du 12 avril 2001 relatif à
l'organisation du marché régional de l'électricité*

1. CADRE LÉGAL

Le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (ci-après « le décret »), tel que modifié par les décrets du 11 avril 2014, du 2 mai 2019 et du 5 mai 2022, définit la ligne directe comme :

« une ligne d'électricité présentant une tension nominale inférieure ou égale à 70 kV reliant un site de production isolé à un client isolé ou une ligne d'électricité reliant un producteur d'électricité et une entreprise de fourniture d'électricité pour approvisionner directement leurs propres établissements, filiales et clients » (article 2, 24°).

Le décret prévoit, par ailleurs, en son article 29, § 1^{er}, que :

« Sans préjudice des dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire, la construction de nouvelles lignes directes est soumise à l'octroi préalable d'une autorisation individuelle délivrée par la CWaPE, et publiée sur le site de la CWaPE. ».

Les critères objectifs et non discriminatoires, ainsi que la procédure d'octroi, de régularisation et de révision des autorisations sont précisés dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux lignes directes électriques, tel que modifié par l'arrêté du 18 juillet 2019 (ci-après, « AGW lignes directes »).

2. RÉTROACTES

Par courrier recommandé reçu le 18 juin 2025, ELECTRABEL SA a introduit auprès de la CWaPE un dossier de demande d'autorisation de construction d'une ligne directe d'électricité entre son éolienne (à construire) et les installations d'INEOS FELUY SA à Feluy. ELECTRABEL SA a par ailleurs complété son dossier de demande d'autorisation par courriel du 30 juin 2025.

La redevance de 500 € fixée par l'article 5, § 2, de l'AGW lignes directes – indexée à 667,83 € – en vue de l'instruction de la demande a été reçue par la CWaPE en date du 20 juin 2025.

La CWaPE a, par courrier du 30 juin 2025, formellement accusé réception de la demande d'autorisation d'une ligne directe et constaté le caractère complet du dossier. Au vu des pièces constituant le dossier et des exigences posées par l'article 4 de l'AGW lignes directes, la CWaPE a par ailleurs déclaré la demande recevable.

3. ANALYSE DE LA DEMANDE

3.1. Descriptif du projet et motivation

Le projet consiste en la construction et l'exploitation d'une éolienne d'une puissance maximale de ■ MVA et de la mise en place d'une ligne directe en vue d'alimenter les établissements d'INEOS FELUY SA, sur son site sis Parc Industriel de Feluy-Nord, Zone C à 7181 Feluy.

ELECTRABEL SA sera producteur et fournisseur d'électricité pour son client INEOS FELUY SA.

Toute l'installation prévue se situera sur le site occupé par INEOS FELUY SA, composé de plusieurs parcelles cadastrales.

Par convention sous seing privé datée du 1^{er} septembre 2023, INEOS FELUY SA s'est engagé à octroyer à ELECTRABEL SA tous les droits réels (y compris, entre autres, les droits de superficie, les servitudes et les droits de passage) nécessaires pour le développement du projet et la mise en place de la ligne directe.

3.2. Critères d'octroi

L'article 4 de l'AGW lignes directes, porte que :

« § 1^{er}. Le demandeur justifie la construction d'une ligne directe ou la régularisation d'une ligne directe au moyen d'une note motivée reprenant sa situation et les arguments permettant d'attester que la ligne directe remplit les conditions visées aux paragraphes 2 et 2/1.

§2. Le demandeur démontre que la ligne directe pour laquelle il demande une autorisation constitue :

1° soit une ligne électrique reliant un site de production isolé à un client isolé ;

2° soit une ligne électrique qui permet à un producteur d'électricité ou une entreprise de fourniture d'électricité d'approvisionner directement ses propres établissements, filiales et clients.

§ 2/1. Outre la condition visée au paragraphe 2, le demandeur justifie que la ligne directe rencontre l'une des hypothèses suivantes :

1° soit la ligne directe se situe intégralement sur un seul et même site, constitué d'un ou plusieurs terrains contigus, lorsque le demandeur est titulaire de droits réels sur ledit site et la ligne pendant la durée réelle d'amortissement de l'installation de production, telle qu'approuvée par la CWaPE ;

2° soit le demandeur s'est vu refuser l'accès au réseau ou ne dispose pas d'une offre de raccordement au réseau public à des conditions techniques et économiques raisonnables ;


3° soit la ligne directe est raccordée à un réseau privé ou à un réseau fermé professionnel autorisés.

(....) ».

Le projet à l'examen répond à la condition prévue à l'article 4, § 2, 2°, de l'AGW lignes directes, à savoir la « *ligne électrique qui permet à un producteur d'électricité ou une entreprise de fourniture d'électricité d'approvisionner directement ses propres établissements, filiales et clients* ».

ELECTRABEL SA sera en effet producteur d'électricité et alimentera directement son client aval, INEOS FELUY SA, au départ de son éolienne.

La demande est justifiée sur la base de l'article 4, § 2/1, alinéa 1^{er}, 1°, de l'AGW lignes directes, à savoir que « la ligne directe se situe intégralement sur un seul et même site, constitué d'un ou plusieurs terrains contigus, lorsque le demandeur est titulaire de droits réels sur ledit site et la ligne pendant la durée réelle d'amortissement de l'installation de production, telle qu'approuvée par la CWaPE ».

Il ressort du plan géographique identifiant le tracé de la ligne directe et les parcelles cadastrales composant le site d'INEOS FELUY SA, que l'éolienne et la ligne directe se situeront entièrement sur les parcelles cadastrales contiguës suivantes faisant partie dudit site : 

ELECTRABEL SA a produit un « accord de principe pour le développement d'un projet éolien sur le site d'INEOS à FELUY (Commune Ecaussines) » conclu entre ELECTRABEL SA et INEOS FELUY SA le 1^{er} septembre 2023.

Aux termes de cet accord, les parties s'engagent à négocier une convention dans laquelle INEOS FELUY SA octroiera à ELECTRABEL SA, entre autres, tous les droits réels nécessaires pour le projet, en ce compris les droits de superficie, servitudes et droits de passages pour une période de maximum 30 ans.

ELECTRABEL SA n'est dès lors pas encore titulaire de droits réels sur le site traversé par la ligne directe.

Par ailleurs, conformément à l'article 3.30 du Livre III du Code civil :

*« §1^{er}. Sont transcrits en entier dans un registre à ce destiné au bureau compétent de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale : 1° les actes entre vifs à titre gratuit ou onéreux, constitutifs, translatifs ou déclaratifs de droits réels immobiliers, autres que les privilèges et hypothèques, y compris les actes authentiques visés aux articles 3.85, §1^{er} et 3.98, §4, ainsi que les modifications y apportées ; (....)
§2. A défaut de transcription, les actes visés au paragraphe 1^{er}, 1° à 5° ou 8°, ne sont pas opposables aux tiers de bonne foi qui disposent d'un droit concurrent sur le bien immobilier (...) ».*

L'article 3.31, § 1^{er}, du Livre III, du Code civil dispose en outre que :

« Les jugements, les actes authentiques et les actes sous signature privée, reconnus en justice ou devant notaire, seront seuls admis à la transcription ».

3.3. Capacités techniques, particularités techniques et administratives caractérisant le projet

Le demandeur a remis :

- une déclaration d'INEOS FELUY SA reconnaissant que tous les renseignements nécessaires lui ont été fournis en matière de conception, exploitation, entretien de l'installation de ELECTRABEL SA et qu'au regard de ceux-ci, INEOS FELUY SA estime que ELECTRABEL SA présente, à ses yeux, les garanties et compétences suffisantes ;
- une attestation de sa compagnie d'assurances, qui confirme la couverture des risques en matière de responsabilité civile engendrés par la nouvelle ligne directe.

Le demandeur a, en outre, satisfait aux exigences d'information de la CWaPE concernant :

- a. les propriétés électriques d'ensemble de la liaison : tension nominale, tension maximale, intensité nominale, intensité maximale, puissance nominale et puissance maximale ;

- b. les caractéristiques physiques de la liaison : nature, nombre et section des conducteurs, longueur et mode de pose ;
- c. un plan géographique détaillé reprenant au minimum :
 - i. les différentes longueurs ;
 - ii. le nombre et l'emplacement éventuel des supports en cas de mode de pose aérien (pas de pose aérienne de câbles envisagée) ;
- d. un schéma unifilaire restreint précisant au minimum les différents éléments électriques assurant la jonction entre les jeux de barres du tableau amont de la ligne directe (côté producteur) et les jeux de barres du tableau aval de la ligne directe (côté client).

Conformément à l'article 3 de l'AGW lignes directes, le demandeur a dès lors démontré qu'il disposait de capacités techniques suffisantes pour l'exercice des activités visées par sa demande.

4. DÉCISION DE LA CWAPE

Vu l'article 29, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, disposant que : « *Sans préjudice des dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire, la construction de nouvelles lignes directes est soumise à l'octroi préalable d'une autorisation individuelle délivrée par la CWAPE, et publiée sur le site de la CWAPE.* » ;

Vu les dispositions de l'arrêté du 17 septembre 2015 relatif aux lignes directes électriques, tel que modifié par l'arrêté du 18 juillet 2019, en particulier les articles 2, 3 et 4, §§ 2 et 2/1, 1° ;

Vu la demande d'autorisation d'une ligne directe introduite par ELECTRABEL SA et réceptionnée en date du 18 juin 2025 ;

Considérant que le demandeur est une personne morale de droit belge ; qu'il a produit les documents nécessaires à la démonstration de ses capacités techniques pour la construction et l'exploitation de la ligne directe ;

Considérant que la ligne directe permettra au demandeur d'approvisionner directement son client, INEOS FELUY SA ;

Considérant que l'installation de production et la ligne directe seront situées sur un seul et même site ;

Considérant qu'INEOS FELUY SA et ELECTRABEL SA se sont engagés à négocier un contrat octroyant à cette dernière des droits réels sur le site traversé par la ligne directe ; que ces droits réels ne seront opposables aux tiers qu'une fois authentifiés par acte notarié ;

Eu égard à ce qui précède,

Article 1

La CWaPE autorise la construction et l'exploitation d'une ligne directe d'électricité entre l'éolienne de ELECTRABEL SA et les installations d'INEOS FELUY SA situées Parc Industriel de Feluy-Nord, Zone C à 7181 Feluy, selon les conditions présentées dans le dossier de demande du 15 juin 2025, complété par courriel du 30 juin 2025, **à la condition suspensive de la réception de l'acte notarié authentifiant l'octroi de droits réels à ELECTRABEL SA sur le tracé de la ligne directe pendant la durée d'amortissement de l'éolienne.**

Article 2

Au plus tard le jour de la mise en service de la ligne, ELECTRABEL SA fournira à la CWaPE un procès-verbal rédigé par un organisme de contrôle agréé attestant la conformité de cette partie de l'installation électrique aux prescriptions réglementaires applicables ainsi que l'attestation par l'organisme agréé, de l'impossibilité de bouclage des réseaux à travers la ligne directe.

La présente décision ne dispense pas le demandeur de l'obligation de solliciter et d'obtenir tous autres permis, autorisations ou avis auxquels le projet peut être soumis en application d'autres législations.

ANNEXE (CONFIDENTIELLE)

1. Demande de ELECTRABEL SA - Courrier du 15 juin 2025 et courriel du 30 juin 2025.

* *
*

La présente décision peut, en vertu de l'article 50ter du décret électricité, dans les trente jours qui suivent la date de sa notification ou à défaut de notification, à partir de sa publication ou, à défaut de publication, à partir de la prise de connaissance, faire l'objet d'un recours en annulation devant la Cour des marchés visée à l'article 101, § 1^{er}, alinéa 4, du Code judiciaire, statuant comme en référé.

En vertu de l'article 50bis du décret électricité, la présente décision peut également, sans préjudice des voies de recours ordinaires, faire l'objet d'une plainte en réexamen devant la CWaPE, dans les deux mois suivant la publication de la décision. Cette plainte n'a pas d'effet suspensif, sauf lorsqu'elle est dirigée contre une décision imposant une amende administrative. « *La CWaPE statue dans un délai de deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'informations qu'elle a sollicités. La CWaPE motive sa décision. À défaut, la décision initiale est confirmée* ».

En cas de plainte en réexamen, le délai de trente jours mentionné ci-dessus pour l'exercice d'un recours en annulation devant la Cour des marchés « *est interrompu jusqu'à la décision de la CWaPE, ou, en l'absence de décision de la CWaPE, pendant deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'information sollicités par la CWaPE* » (article 50ter, § 4, du décret électricité).